

Se reporter aux instructions et définitions figurant au verso

**Dans l'affaire de la cession ou l'aliénation de**

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Brève description du terrain

**Par :** \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Nom de tous les cédants

**À :** \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Nom de tous les cessionnaires

**Je soussigné(e)/nous soussigné(e)s,** \_\_\_\_\_

**Déclare (déclarons) sous serment :**

1. être le(s) cessionnaire(s) ou \_\_\_\_\_

Nom du dirigeant de la société cessionnaire

de la société cessionnaire, et avoir lu et examiné le Règlement 697, R.R.O. 1990, notamment les définitions de « société agricole familiale », « activité agricole », « actif agricole » et « membre de la famille » énoncées conformément au Règlement, et avoir aussi personnellement pris connaissance des faits auxquels se rapporte la présente.

Chaque cédant ou (s'il y a lieu) chaque actionnaire de la société cédante, et chaque cessionnaire et (s'il y a lieu) chaque actionnaire de la société cessionnaire sont des membres de la même famille.

Si le(s) cédant(s) est (sont) le(s) représentant(s) successoral(aux) d'une personne décédée, cette dernière était également membre de la famille immédiatement avant son décès.

Si le cédant ou le cessionnaire est une société, il s'agit d'une société agricole familiale.

2. Antérieurement à la cession décrite ci-dessus, \_\_\_\_\_

Nom des personnes concernées ou de la société agricole familiale

a (ont) poursuivi, à des fins agricoles, l'exploitation du bien-fonds

faisant l'objet de la cession pendant la période suivante : \_\_\_\_\_

Période pendant laquelle la terre a été exploitée à des fins agricoles Du – Au

**Veillez sélectionner l'énoncé (les énoncés) applicable(s) Remarque – on ne peut choisir à la fois 3(b) et 3(c).**

3(a)  La cession ou l'aliénation décrite ci-dessus est faite dans le but principal de permettre à une ou plusieurs personnes, chacune étant membre de la famille de chacun des cédants ou (si le cédant est une société agricole familiale) de chacun des actionnaires du cédant, de continuer d'exploiter le bien-fonds à des fins agricoles.

3(b)  La cession ou l'aliénation décrite ci-dessus est faite par le(s) représentant(s) successoral(aux) d'une personne décédée à l'endroit d'une ou plusieurs personnes dans le but principal de permettre à cette (ces) personne(s) (dont chacune était membre de la famille de la personne décédée immédiatement avant son décès) de poursuivre l'exploitation agricole du bien-fonds, et ladite cession ou aliénation a droit à l'exonération en vertu du paragraphe 2.1 (1.1) du Règlement 697 R.R.O. 1990; **ou**

3(c)  La cession ou l'aliénation décrite ci-dessus est faite dans le but principal de permettre à la société cessionnaire de poursuivre ses activités agricoles sur le bien-fonds dont il est question, sous la direction de

\_\_\_\_\_

Nom de chaque personne concernée

chacune étant membre de la famille de chaque cédant.

**Demande de virement automatique**

Pour demander le virement automatique de la remise ou du remboursement des droits de cession immobilière demandé par l'entremise du présent formulaire, veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom du ou des titulaire(s) du compte	Type de compte – compte chèques (C) ou compte d'épargne (E)	N° de succursale (5 chiffres)	N° d'institution (3 chiffres)	N° de compte (max. 12 chiffres)

**Note :** En fournissant ces renseignements bancaires, le ministre des Finances est autorisé à déposer dans le compte de banque portant le numéro ci-dessus les montants dus par rapport à la remise ou au remboursement demandé par l'entremise du présent formulaire.

Si le virement automatique sera fait à un représentant autorisé, le formulaire « Autorisation ou annulation d'un représentant » doit être joint au présent formulaire ou avoir été remis antérieurement au ministère.

Signature du contribuable ou du représentant autorisé

Date (aaaa/mm/jj)

Déclaré sous serment devant moi,

dans la (le) \_\_\_\_\_

de \_\_\_\_\_

le \_\_\_\_\_ jour de (d') \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Commissaire, etc.

\_\_\_\_\_  
Signature

Les renseignements personnels recueillis dans le présent formulaire sont recueillis par le ministère des Finances en vertu de la *Loi sur les droits de cession immobilière*, L.R.O. 1990, chap. L6, telle que modifiée (la Loi). Les renseignements personnels pourraient être utilisés pour l'administration et l'exécution de la Loi et d'autres lois, pour compiler des données statistiques et pour élaborer et évaluer les politiques économiques, fiscales et budgétaires. Toute question au sujet de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements personnels doit être acheminée au : Chef, Impôts fonciers, ministère des Finances, 33 rue King Ouest, CP 625, Oshawa ON L1H 8H9, Téléphone 1-866-668-8297, Appareil de télécommunications pour sourds (ATS) 1-800-263-7776

## Directives

1. Le présent affidavit doit accompagner l'acte de cession déposé pour l'enregistrement, ou une **déclaration relative à l'acquisition d'un intérêt bénéficiaire dans un bien-fonds** aux termes de l'article 3.
2. Seuls les types de cession ci-dessous sont admissibles à une exonération :
  - (a) entre une (des) personne(s) et une autre (d'autres) personne(s), qui sont (toutes) membres d'une même famille;
  - (b) entre le(s) représentant(s) successoral(aux) d'une personne décédée et les membres de la famille de cette personne;
  - (c) entre une (des) personne(s) et une société agricole familiale;
  - (d) entre une société agricole familiale et une (des) personne(s) qui sont (toutes) membres d'une même famille et qui sont des actionnaires de la société agricole familiale.

Les cessions entre une succession et une société, ou entre une société et une autre société ne sont pas admissibles à une exonération.

3. S'il s'agit d'une cession entre une personne et une autre ou plusieurs autres personne(s), inscrire l'énoncé suivant au paragraphe 5 de l'**affidavit relatif aux droits de cession immobilière** : « La présente constitue une cession d'une terre agricole entre une (des) personne(s) et une autre (d'autres) personne(s), et elle est exonérée des droits de cession immobilière conformément au paragraphe 2.1 (1) du règlement 697, R.R.O. 1990 au titre de la *Loi sur les droits de cession immobilière*. »
4. Si le(s) cédant(s) est (sont) le(s) représentant(s) successoral(aux) d'une personne décédée, inscrire l'énoncé suivant au paragraphe 5 de l'**affidavit relatif aux droits de cession immobilière** : « La présente constitue une cession d'une terre agricole entre le(s) représentant(s) successoral(aux) d'une personne décédée et une ou plusieurs personnes, et elle est exonérée des droits de cession immobilière conformément au paragraphe 2.1 (1.1) du Règlement 697, R.R.O. 1990 au titre de la *Loi sur les droits de cession immobilière*, car ladite cession aurait été exonérée si elle avait été réalisée par la personne décédée immédiatement avant son décès. »
5. Si le cessionnaire est une société agricole familiale, inscrire l'énoncé suivant au paragraphe 5 de l'**affidavit relatif aux droits de cession immobilière** : « La présente constitue une cession d'une terre agricole entre une (des) personne(s) et une société agricole familiale, et elle est exonérée des droits de cession immobilière conformément au paragraphe 2 (1) du règlement 697, R.R.O. 1990 au titre de la *Loi sur les droits de cession immobilière*. »
6. Si le cédant est une société agricole familiale, inscrire l'énoncé suivant au paragraphe 5 de l'**affidavit relatif aux droits de cession immobilière** : « La présente constitue une cession d'une terre agricole entre une société agricole familiale et une (des) personne(s), (toutes) membres d'une même famille et actionnaires de la société agricole familiale, et elle est exonérée des droits de cession immobilière conformément au paragraphe 2.2(1) du règlement 697, R.R.O. 1990 au titre de la *Loi sur les droits de cession immobilière*. »

## Définitions

L'expression « **société agricole familiale** » désigne une société dans laquelle, à la date d'enregistrement de toute cession à laquelle la présente expression s'applique :

- (a) toutes les actions émises, sauf les actions statutaires, appartiennent à une ou plusieurs personnes dont chacune est membre de la famille de chacun des cédants du bien-fonds considéré, et lorsque l'une ou l'autre de ces personnes est constituée en société, 95 % de la valeur de l'actif de ladite société représente un actif agricole; et
- (b) 95 % de la valeur de l'actif est un actif agricole.

L'expression « **activité agricole** » désigne le labourage du sol, la mise à la reproduction, l'élevage ou l'engraissement du bétail, l'élevage de la volaille et la production de produits de volaille, l'élevage d'animaux à fourrure, la production laitière, la culture fruitière, la culture vivrière (destinée à la consommation humaine) ou fourragère et l'apiculture, mais ne désigne pas la location de terre lorsque le bailleur n'a pas droit à une part des récoltes produites, du bétail élevé ou d'autres denrées cultivées sur les terres considérées, ni aux produits de la vente desdites récoltes, bétail ou autres denrées.

L'expression « **actif agricole** » d'une société agricole familiale signifie :

- (a) les terres, les bâtiments, le matériel, les machines et le bétail dont la société se sert principalement à des fins agricoles;
- (b) tout droit ou permis accordé ou délivré en vertu de toute loi de l'Assemblée législative autorisant ou réglementant la production ou la vente de toute denrée ou chose produite, élevée, cultivée dans le cadre d'activités agricoles;
- (c) l'immeuble dans lequel réside(nt) un actionnaire ou un ou plusieurs membre(s) de sa famille travaillant dans l'agriculture si cet immeuble se trouve sur des terres utilisées à des fins agricoles par cet actionnaire ou un ou plusieurs membres de sa famille sur un terrain adjacent à ces terres;
- (d) les actions dans une autre société agricole familiale; et
- (e) les comptes commerciaux à recevoir, les fournitures et le stock de denrées ou de choses produites, élevées ou cultivées dans le cadre d'activités agricoles.

Le terme « **membre de la famille** » désigne :

- (a) la personne elle-même,
- (b) son conjoint,
- (c) son enfant,
- (d) son père, sa mère, son frère ou sa soeur ou tout conjoint ou descendant de ce frère ou de cette soeur,
- (e) le frère ou la soeur de son père ou de sa mère, ou tout descendant de ce frère ou de cette soeur,
- (f) le père ou la mère ou tout frère ou soeur de son conjoint, ou tout descendant de ce frère ou de cette soeur,
- (g) son beau-fils ou sa belle-fille,
- (h) son grand-père ou sa grand-mère,
- (i) son petit-fils ou sa petite-fille, ou son arrière-petit-fils ou arrière-petite-fille, ou le conjoint de son petit-fils ou de sa petite-fille, ou de son arrière-petit-fils ou de son arrière-petite-fille, ou
- (j) une société dont toutes les actions émises, sauf les actions statutaires, appartiennent à une ou plusieurs personnes dont chacune est apparentée à la personne à qui la définition s'applique de la façon décrite à l'un des alinéas (a) à (i).

Le terme « conjoint » s'entend au sens de la définition donnée à l'article 29 de la Loi sur le droit de la famille. Pour le moment, « conjoint » désigne

- l'une ou l'autre de deux personnes qui sont mariées l'une à l'autre, et englobe également
- l'une ou l'autre de deux personnes ayant cohabité de façon continue depuis au moins trois ans, ou dans une relation d'une certaine permanence, si elles sont les parents naturels ou adoptifs d'un(e) enfant.

## Demandes de renseignements

Sans frais 1-866-ONT-TAXS  
(1-866-668-8297)

Appareil de télécommunications pour sourds  
(ATS) 1-800-263-7776

Télécopieur 905-433-5770

Site Web [ontario.ca/finances](http://ontario.ca/finances)